

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 1 <

# PGC

## REHABILITATION DU PALAIS DU TAU Travaux intérieurs

2 place du cardinal luçon

51100 REIMS



DEKRA Industrial  
54, rue Saint Léonard  
ZI Sud Est  
51686 REIMS CEDEX 2

Tél. 03.26.85.90.20  
Fax

Affaire n° : 53842394

### Coordonneurs SPS

Conception : HUBERT MEUNIER  
Réalisation : HUBERT MEUNIER

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
24/10/2022	A	Version initiale
02/12/2022	B	Version DCE
25/01/2023	C	Mise à jour
12/10/2023	D	Mise à jour (Phases 0, 1, et 2).

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

## Sommaire

<b>Préambule .....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable .....</b>	<b>6</b>
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique.....	6
• Description synthétique de l'environnement.....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
Intervenants concernés par l'opération .....	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, .....	7
• Organismes institutionnels de la prévention.....	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	7
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>8</b>
Description de l'environnement et des servitudes .....	8
• Par rapport aux bâtiments, ouvrages voisins .....	8
• Par rapport aux piétons .....	8
• Par rapport aux établissements en activité .....	8
• Par rapport aux interdictions de survol.....	8
• Par rapport aux transports .....	8
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	8
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers .....	8
• Amiante.....	8
• Plomb.....	8
Accès au chantier .....	9
• Véhicules et personnel .....	9
• Points particuliers.....	9
• Signalétique d'accès.....	9
• Affichage Fléchage.....	9
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	9
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.) .....	9
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	9
• Infrastructures de chantier .....	10
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges.....	10
• Protections collectives .....	10
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux.....	10
Installations de chantier .....	11
• Plan d'installation de chantier .....	12
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	12
• Clôtures.....	12
• Affectation des installations de chantier.....	12
• Dimensionnement du cantonnement .....	13
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	13

• Secours .....	13
• Nettoyage et entretien du cantonnement .....	13
Installation électrique de chantier .....	14
• Installations primaires .....	14
• Installations secondaires et éclairage .....	14
• Vérification des installations électriques temporaires .....	14
Autorisations administratives et démarches diverses .....	15

## **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent ..... 16**

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	16
• Généralités .....	16
• Circulations des piétons .....	16
• Circulations horizontales et verticales .....	16
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	17
• Généralités .....	17
• Lifts de chantier .....	17
• Grues mobiles : .....	17
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	17
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	17
• Autorisation de conduite .....	18
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	18
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	18
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	18
• Approvisionnements .....	18
• Magasins .....	18
Travaux de désamiantage .....	19
Travaux de traitement du plomb .....	20
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	21
• Evacuation des déchets .....	21
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	21
• Matières et substances dangereuses .....	21
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier .....	21
Protections collectives .....	22
• Nature des protections collectives .....	22
• Etude des moyens de protection collective en phase chantier .....	22
Travail en hauteur .....	23
Échafaudages .....	23
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	24

## **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..... 25**

Respect des contraintes du site .....	25
Site en exploitation .....	25
• Risque incendie .....	25
• Consignations : .....	25
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	25

## **Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant ..... 26**

Nettoyage du chantier .....	26
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	26
Démarche environnementale, tri des déchets.....	26
• Objectifs.....	26
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière .....</b>	<b>27</b>
Organisation des secours.....	27
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	27
Dispositions en cas de travail isolé .....	27
Risque incendie .....	28
• Dispositions prises pour les travaux sur points chauds : .....	28
• Stockage de produits dangereux : .....	28
• Mise en place d'extincteurs : .....	28
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants</b>	<b>29</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	29
Visite d'inspection commune .....	29
Etablissement d'un PPSPS .....	30
Diffusion des PPSPS.....	30
Observations du coordonnateur SPS.....	30
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	30
Mise à jour du PGC .....	31
Sous-traitant .....	31
Travailleurs Indépendants .....	31
Travail dissimulé.....	31
Prêt de main d'oeuvre .....	32
Recensement des accidents du travail.....	32
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) .....</b>	<b>33</b>
<b>Annexe(s) .....</b>	<b>34</b>
• Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	34
• Trame de PPSPS.....	34

## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBT.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## **PRESENTATION DU PROJET**

### **Description succincte du projet**

- Réfection totale du parcours de visite
- Aménagements de bureaux dans l'aile Robert de Cotte
- Amélioration du climat sur l'ensemble du bâtiment

### **Situation géographique**

2 Pl. du Cardinal Luçon

51100 REIMS

### **Description synthétique de l'environnement**

Les travaux se situent fermé : l'établissement sera fermé pendant la durée des travaux.

Les travaux de restauration des façades seront encore en cours lors du démarrage des travaux intérieurs.

### **Phasage des travaux et calendrier prévisionnel**

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 18 mois

Fermeture au public du bâtiment : Janvier 2023

- Evacuation des collections. janvier-mars 2023 (réalisée)
- Phase 0 ACMH

Installations de chantier à partir de juin 2023

Chantier désamiantage déplombage curage démolitions reprises structurelle, à partir de juin 2023

- Phase 1 PHILEAS - Aménagements bureaux et réserves (R+2 / R+3)
- Phase 1 ACMH – Fluides R+2, R+3
- Phase 2 PHILEAS : aménagement du parcours de visite et espaces d'accueil (RDC / R+1)
- Phase 2 ACMH : fluides et revêtements intérieurs RDC / R+1

## **INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**

### **Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX 62 Rue Saint Antoine 75004 PARIS	M Damien DELESCLOSE	0699730426 damien.delesclose@monuments- nationaux.fr
	M Pierre BLANCHARD	+33 6 99 96 35 81 pierre.blanchard@monuments- nationaux.fr
	MME Blanche MICHAL	+33 7 61 67 59 20 blanche.michal@monuments- nationaux.fr

#### **O.P.C**

DIRECT & ORG-GO 132 rue du Chevaleret 75013 PARIS	M. Sébastien SAUNIER	06.65.35.90.42 s.saunier@directetorg-go.fr
---	----------------------	---

#### **Maître d'oeuvre**

Agence de Ponthaud 59 rue de l'ancienne mairie 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	M. Martin VANBREMEERSCH	01 48 25 60 71 m.vanbremeersch@deponthaud.fr
---	-------------------------	---

#### **Maîtrise d'oeuvre**

ATELIER PHILEAS 89 Rue de Reuilly 75012 PARIS	M. Clément RENAUDIN	01 53 33 24 40 phileas-tau@atelier-phileas.com
---	---------------------	---

#### **Coordonnateur SPS**

<b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS CHAMPAGNE NORD 54, rue Saint Léonard ZI Sud Est 51686 REIMS CEDEX 2	M Hubert MEUNIER	03.26.85.90.20 hubert.meunier@dekra.com
--	------------------	--

### **Organismes institutionnels de la prévention**

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
--------------	--------------	--------------------

#### **DDETSPP**

5 rue Gaston BOYER CS10009 51724 REIMS CEDEX		03 26 69 57 51 ddetspp-uc2@marne.gouv.fr
--	--	---

#### **CARSAT**

Service Prévention 11 rue Pingat 51721 REIMS CEDEX		03 26 84 41 57 antenne51.prevention@carsat- nordest.fr
--	--	--

#### **OPPBTP**

Pôle Technologique Henri Farman 16, rue Gabriel Voisin - BP 306 51688 REIMS CEDEX 2		03 26 47 36 40 reims@oppbtp.fr
---	--	-----------------------------------

### **Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage**

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, ouvrages voisins**

Les travaux se déroulent dans l'hyper centre de la ville de REIMS à côté de la cathédrale, site touristique important. L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés méritent une protection particulière. Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, etc.

### **Par rapport aux piétons**

Les piétons ont la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier. Les entrées et sorties de véhicules se feront sous la protection d'un Chef de manœuvre qualifié 0 la charge de chaque entreprise concernée pendant toute la durée de l'opération.

### **Par rapport aux établissements en activité**

L'établissement sera fermé au public pendant la durée des travaux.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol de charge par tout type d'appareil au dessus de la voie publique, de la base vie et des bâtiments voisins

### **Par rapport aux transports**

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés par le maître d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### **Amiante**

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont joints au DCE.
- Les rapports de repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante de la société MAINE ENTREPRISE SERVICE N° M2203314, M22073194, M22092112 indiquent qu'il n'a pas été repéré de l'amiante dans les sols dans les zones concernées
- Le rapport de repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante M22063185 de la société MAINE ENTREPRISE SERVICE indique qu'il **a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

### **Plomb**

- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.
- Les constats des risques d'exposition au plomb dans le cadre de travaux de la société MAINE ENTREPRISE SERVICE N° M22033140 du 04/04/2022 et M22073194 du 28/07/2022 a révélé la présence de revêtement et de matériaux contenant du plomb
- Le rapport de mesure de la concentration en plomb dans les poussières de la société MAINE ENTREPRISE SERVICE N° M220332140, M22063185, et M22093212 indiquent une concentration surfacique des poussières supérieure à 1000 µg/m2 dans certaines zones



## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera par le portail de la cour place du Cardinal Luçon

Tous les véhicules emprunteront cet accès

**Toutes les entrées et sorties du chantier se feront sous la conduite chef de manœuvre ; chaque entreprise aura en charge la mise en place d'une personne qualifiée chargée de gérer les entrées et sorties des véhicules en tenant compte de la coactivité avec les piétons et touristes qui circulent aux abords du chantier.**

L'accès aux véhicules personnel sera interdit.

Les entreprises prendront leurs précautions pour minimiser le nombre de véhicule à cause du manque de place

Les entreprises se rapprocheront de la maîtrise d'œuvre et des services de la ville de REIMS pour la manipulation des bornes d'accès à la place.

Gabarit à respecter : Pour tous véhicules, il appartient aux entreprises en particulier de vérifier les possibilités d'accès au site (giration, longueur des véhicules).

Charge admissible : Pour toutes les entreprises ainsi que les livraisons, voir avec les services techniques de la ville.

### **Points particuliers**

Lors des opérations de la phase 0, les entreprises pourront accéder également par les jardins à l'arrière du bâtiment, mais des travaux et la base vie de l'opération des façades sont dans cette zone jusque fin 2023

### **Signalétique d'accès**

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### **Affichage Fléchage**

A la charge du **lot MH 01 Installations de chantier** :

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Mise en place à l'intérieur du bâtiment pour indiquer au personnel du chantier les accès et sorties, et notamment les sorties en cas d'urgence.

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

### **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## **UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### Infrastructures de chantier

Le titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier** a à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Ces infrastructure seront mise en place après les opérations de déplacement des œuvres.

Les entreprises les « lots Coll. », en charge des opérations de déplacements des œuvres, utiliseront les installations existantes du palais du TAU (sanitaires, locaux sociaux, etc.)

### Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier** doit mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier, manutention, circulation, échafaudages, lifts, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Les moyens logistique du chantier seront mise en place après les opérations de déplacement des œuvres.

Les entreprises les « lots Coll. », en charge des opérations de déplacements des œuvres, devront prévoir, notamment pour les manutentions entre niveau, les équipements et dispositif nécessaire. Ces équipement et dispositifs seront décrit dans le PPSPS des entreprises concernées ;

### Protections collectives

Les titulaires des **lot 03 phase 0 Curage, Protections, Reprises structurelles** et **lot 02 Phase 2 Gros Œuvre** ont à leur charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier dans le bâtiment et à ses abords

Le titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier Protections, Reprises structurelles** a à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives sur ses équipements et à leurs abords (lifts, passerelle, échafaudages)

**Rappel : En toutes circonstances, une entreprise créant un risque de par ces travaux ce doit de mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'être dans la zone dangereuse concernée.**

### VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

L'accès du chantier et les cours sont existante

L'entreprise désignée pour les installations de chantier doit raccorder les installations en eau, E.U et électricité

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Cours	Phase 0	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Cours	Phase 0	
Raccordement au réseau d'Eau Potable	A déterminer avec l'exploitant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	
Evacuation des eaux usées	Sur attente ou sur fosse autonome	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Code du travail – Quatrième partie / Livre V / Titre III / Section 16

<b>INSTALLATIONS D'ACCUEIL DANS LES CHANTIERS</b>		<b>OBSERVATIONS, CAS PARTICULIERS</b>	<b>CODE DU TRAVAIL</b>
<b>Tous travaux</b>		Aérés, éclairés et chauffés, tenus en état de propreté constant	L4221-1
<b>Local vestiaire</b>	<b>Armoires vestiaires</b>	Ininflammables à 2 compartiments	R4228-6
	<b>Sieges</b>	En nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	R4228-6
<b>Local réfectoire</b> (dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier)	<b>Tables et sièges</b>	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas	R4534-142
	<b>Appareil de réchauffage ou de cuisson</b>	Chauffe-gamelle, cuisinière ou micro-ondes, avec consignes d'utilisation	R4534-142
	<b>Eau potable fraîche et chaude</b>	Un robinet pour 10 usagers conseillé	R4228-22
	<b>Garde manger</b>	Destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible d'un réfrigérateur	R4534-142
<b>Eau potable</b>	<b>Pour la boisson</b>	Eau potable fraîche, à raison de 3 litres au moins par jour et par travailleur	R4534-143
<b>Sanitaires</b>	<b>Lavabos</b>	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	R. 4228-7
	<b>Eau pour se laver</b>	Eau courante à température réglable	R. 4228-7
	<b>Moyens de nettoyage, de séchage ou essuyage</b>	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés	R. 4228-7
<b>Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)</b>		*Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) papier hygiénique *Un cabinet au moins avec poste d'eau	R. 4228-10 à 15
<b>Douches</b>		*Installation conseillée Une douche pour 8 personnes est obligatoire pour les travaux insalubres ou salissants, définis par décrets	R. 4228-8 à 9

Installations de chantier : Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier doivent obligatoirement être mis en place en période de préparation et maintenus opérationnels jusqu'à la fin du chantier.

Toute réduction ou retrait des installations en cours de chantier sera préalablement soumise à validation par le

Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigible sans aucune contrepartie par l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

Le tableau suivant décrit les locaux et équipements minimum à mettre en œuvre :

<p>1 local vestiaire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,25 m<sup>2</sup> par salarié et comportant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 armoire vestiaire 2 compartiments par personne ;</li> <li>- de quoi s'asseoir;</li> </ul>
<p>1 local réfectoire aéré, éclairé et chauffé en saison froide à dimensionner sur la base d'1,5 m<sup>2</sup> par salarié équipé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de tables et de chaises en nombre suffisant ;</li> <li>- d'un four à micro-ondes ;</li> <li>- d'un réfrigérateur</li> </ul>
<p>1 local sanitaire sans communication directe avec d'autres locaux où séjourne le personnel aéré et éclairé, facilement nettoyable comportant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet avec chasse d'eau pour 20 personnes ;</li> <li>- 1 urinoir pour 10 personnes ;</li> <li>- 1 lavabo eau chaude / eau froide pour 10 personnes ;</li> <li>- 1 douche eau chaude / eau froide pour 8 personnes en cas de travaux salissants ;</li> <li>- Approvisionnement en savon, essuie-mains, papier hygiénique en quantité suffisante.</li> </ul>

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du **lot 01 phase 0 Installations de chantier** , après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

### Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux destinés au personnel du chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement des clôtures de chantier
- La position de la passerelle et du moyen de levage

### Clôtures

La responsabilité du maître d'ouvrage suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Dans l'avant cours, la zone maintenue ouverte au public (boutique provisoire) sera totalement isolé de l'activité du chantier par des clôtures ou palissades de chantier conformément au descriptif du CCTP

L'entreprise titulaire du **lot MH 01 Installations de chantier** a en charge la fourniture et la mise en place des clôtures ou palissades, de leurs entretiens, des déplacements nécessaires et du repliement en fin de chantier

### Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Existant
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Réseaux divers existants à protéger	
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou	

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>
essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Bennes à déchets phase 0	<b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b>
Bennes à déchets Phase 2	<b>Lot 01 Phase 2 Curage, Démolition, Gros-oeuvre, Maçonnerie, VRD</b>
Passerelle de liaison et tour d'accès au niveau 3 (voir paragraphe Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales)	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Lift (voir paragraphe Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage)	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>

### Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Le CCTP indique que l'installation de chantier sera dimensionnée pour accueillir 30 personnes sur une durée de chantier de 24 mois.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

### Secours

Les numéros d'alerte seront affichés sur un panneau extérieur de la base vie avec l'affiche « En cas d'accident » à proximité.

### Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	

## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

### **Installations primaires**

Lot chargé de l'installation : L'entreprise titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier**

Description :

- L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux de cantonnements mis en place pour l'ensemble des intervenants, y compris tout dispositif permettant le cheminement du câble en parfaite sécurité.
- L'installation nécessaire aux moyens de levage, postes à souder et autres matériels des entreprises
- Toutes alimentations nécessaires au bon fonctionnement du chantier.
- L'éclairage extérieur dans l'emprise du chantier et ses abords, dont les voies de circulation, les points d'accès et de sortie du chantier, le périmètre extérieur de la clôture de chantier, ainsi que les autres

Nota : pour des raisons de sécurité, l'éclairage extérieur dans le chantier permettra d'éviter les zones d'ombre. La maintenance et l'adaptation de cet éclairage extérieur restera à la charge du **lot MH 01 Installations de chantier** jusqu'à la fin du chantier

Vérification périodique par organisme agréé : A réaliser à la fin de l'installation du cantonnement et à chaque modification. Vérification à faire tous les 12 mois. Transmettre PV de vérification au Coordonnateur SPS

### **Installations secondaires et éclairage**

Lot chargé de l'installation **lot 01 phase 0 Installations de chantier**

Description :

- - mettre à disposition de tous les salariés des différents corps d'état qui y travailleront, des points de branchement électrique sur socles de prises de courant en nombre suffisant et situés à une distance raisonnable de tout lieu du bâtiment, afin qu'ils puissent y brancher aisément leurs appareils électriques usuels sans avoir à utiliser des prolongateurs de longueur supérieure à 25 m,
- - assurer l'éclairage artificiel de toutes les voies de circulations intérieures, qu'elles soient clairement matérialisées (escaliers, couloirs...) ou qu'elles aient été définies dans le dossier d'appel d'offres, ou lors des réunions de chantier.
- - Assurer l'éclairage de secours : le personnel du chantier devra pouvoir évacuer le chantier en cas d'urgence
- - assurer la continuité, l'adaptation ou la création des alimentations électriques des moyens de levage et autres.

Description, implantation et nombre de coffrets :

Ces tableaux devront comprendre chacun

- 4 prises de courant 2P+T 10/16A,
- 1 interrupteur différentiel,
- 1 disjoncteur par prise de courant,
- 1 dispositif d'arrêt d'urgence.

Les coffrets qui seront situés en extérieur devront être étanches.

Des coffrets-prises par niveau et/ou par étage mise en place tous les 25 m

Les armoires seront obligatoirement cadenassées et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.

#### **Dispositions générales :**

L'éclairage des circulations extérieures depuis le cantonnement jusqu'à la construction sera réalisé et entretenu par l'entreprise titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier**

L'éclairage des circulations intérieures (cage d'escaliers, couloirs, sous sol, ....) sera réalisé et entretenu par l'entreprise titulaire du **lot 01 phase 0 Installations de chantier**

### **Vérification des installations électriques temporaires**

#### **Le type de vérification :**

Les nouveaux textes ont institué un mode de vérification spécifique pour les installations électriques temporaires.

Ces dernières ne sont pas soumises aux vérifications initiales et périodiques prévues pour les installations permanentes mais sont soumises à « un processus de vérification » (R. 4226-21).

#### **Le processus de vérification et le vérificateur :**

Les méthodes, l'étendue, la périodicité de la vérification ainsi que le contenu des rapports sont prévus à l'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2011 et détaillés dans l'annexe IV du même arrêté. Les critères de compétence de la personne en charge de la vérification sont spécifiés par l'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2011.

Le tableau ci-après présente, par type de chantier (catégorie), la périodicité et le contenu des vérifications, le contenu et la forme du rapport ainsi que la qualité du vérificateur.

	Périodicité des vérifications	Contenue de la vérification	Contenu rapport et forme	Vérificateur
<b>Chantiers de catégorie 1 et 2</b> ou chantier dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA (3)	Première vérification (1)	Méthode et contenu de la vérification : annexe I de l'arrêté du 26/12/2011	Rapport établi comme le rapport de vérification initiale (point 2 de l'annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	Organisme accrédité (art. 4 de l'arrêté du 22/12/11)
	Vérification complémentaire (2)		Mise à jour du rapport de la première vérification ou rédaction d'annexes	
<b>Chantier de catégorie 3</b> et dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 100 Kva	Première vérification (1)		Imprimé type à compléter (fin annexe IV de l'arrêté du 26/12/11)	Personne qualifiée appartenant à l'entreprise
	Vérification complémentaire		Mise à jour de l'imprimé type ou rédaction d'annexes	
<b>Chantiers de longue durée (supérieur à 1 an)</b>	Première vérification (1)		Rapport établi comme le rapport de vérification initiale (annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	Organisme accrédité (art. 4 de l'arrêté du 22/12/11)
	Vérification complémentaire (2)		Mise à jour du rapport de la première vérification ou rédaction d'annexes	
	Vérification annuelle		Rapport de vérification périodique (point 3 de l'annexe II de l'arrêté du 26/12/11)	
<p>1 : Après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnement...)</p> <p>2 : Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps états.</p> <p>3 : Le nombre de KVA (KILO Volt Ampère) apparaît sur l'abonnement souscrit auprès d'EDF ou est inscrit sur le groupe électrogène.</p>				

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de REIMS	L'entreprise concernée si nécessaire
Autorisation administrative diverse		

# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le **lot MH 01 Installations de chantier**

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

- Les escaliers existants seront utilisés
- Il est prévu la mise en place d'une tour d'accès permettant l'accès au 3eme étage depuis le niveau 2 (Salle 05)
  - Structure modulaire
  - Escalier et marches en aluminium
  - Largeur de volée 1m
  - Charge d'utilisation 300kg
- Il est également prévu la mise en place d'une passerelle de liaison au niveau de la cour d'honneur, entre le monte-charge et le perron permettant l'acheminement des matériaux et l'évacuation des gravats.
  - Structure modulaire
  - Charge maximum 500kg
  - Réceptionnée par un organisme agréé

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	<b>lot 01 phase 0 Installations de chantier</b>
Aménagements des accès pour les le personnel	Mise en place d'une tour d'accès entre le niveau 2 et le niveau 3	
Aménagements des rampes d'accès pour les matériaux et le matériel	Mise en place d'une passerelle de liaison	
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	<p>Mise en place des protections collectives au niveau de la passerelle, des lifts et de la tour d'accès</p> <p>Mise en place des protections collectives sur les escaliers maintenus mais où les garde-corps et équipements sont déposés</p>	<p><b>lot MH 01 Installations de chantier</b></p> <p><b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b></p> <p><b>Lot 01 phase 2 Curage, Démolition, Gros-œuvre, Maçonnerie, VRD</b></p>



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation d'engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Lifts de chantier**

L'ascenseur de chantier est un appareil de levage au sens de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage. Il doit ainsi faire l'objet des vérifications réglementaires imposées par cet arrêté :

- vérification avant 1re mise en service ;
- vérification générale périodique tous les 6 mois ;
- vérification avant remise en service.

À noter, dans sa recommandation R477, la CNAM formule des préconisations quant aux caractéristiques et aux systèmes de sécurité des ascenseurs de chantier.

Le rapport de l'organisme a disposition sur le chantier et une copie transmise coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Le lot MH 01 Installations de chantier assurera la formaion des lift au différents lots

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	Mise à disposition par le lot concerné d'équipements, Utilisation commune des appareils de levage et arrêté une convention inter entreprises.	<b>lot 01 Phase 0 Installations de chantier</b>
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

### **Vérification des appareils et des accessoires de levage**

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

## Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

## APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

## Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

## Magasins

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **TRAVAUX DE DESAMANTAGE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.  L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.  L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	<b>Lot 02 Phase 0 Désamiantage - Déplombage</b>
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012,  Le plan de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	<b>Lot 02 Phase 0 Désamiantage - Déplombage</b>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement : – <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b> mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ; mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ; – <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b> prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1 <sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).	<b>Lot 02 Phase 0 Désamiantage - Déplombage</b>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information : <ul style="list-style-type: none"> <li>Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	<b>Maître d'Ouvrage</b>

## TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra : L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie. Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.4412-38, R.4412-86, R.4412-93). Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	Lot 02 Phase 0 Désamiantage – Déplombage
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : La nature de l'intervention ; Les matériaux concernés ; Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ; Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ; Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ; Les procédures de gestion des déchets ;	
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.	
Surveillance Médicale	Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44) Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m3 sur 8heures est constatée, ou lorsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160) Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur :	Lot concerné par le travaux sur le couronnement de la Vierge
Protections collective	<b>Généralités :</b> Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration) S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.	
Evacuation et Stockage des déchets	<b>Stockage</b> Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés. <b>Traitement des déchets</b> En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.	

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets	L'entrepreneur du <b>lot MH 01 Installations de chantier</b> mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier	<b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b>
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

### **La réglementation demande de prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle**

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.

En cas de carence d'une entreprise pour la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant. Chaque entreprise devra, à l'issue de son intervention rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Le Code du travail précise que « les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs » (article R. 4323-58). Il décrit la protection collective dont celui-ci doit être muni (article R. 4323-59). Il porte également sur la continuité des protections collectives au droit des accès et les mesures à prendre en cas de nécessité d'enlèvement partiel (article R. 4323-65), les accès aux postes de travail (article R. 4323-66).

Ces dispositions sont complétées par des mesures alternatives en cas d'impossibilité de mise en place d'un garde-corps : dispositifs de recueil souples (article R. 4323-60) ou recours aux EPI comme les systèmes d'arrêt de chute (article R. 4323-61).

Les titulaires des **lots 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles et 01 phase 2 Curage, Démolition, Gros-œuvre, Maçonnerie, VRD** ont en charge la fourniture, la mise en place, la mise à disposition et la maintenance des protections collectives utilisées à l'intérieur du bâtiment et à ses abords pendant toute la durée du chantier.

Les protections collectives installées devront être maintenues pour l'ensemble des travaux à faire dans les zones, et ce jusqu'à la mise en place des protections définitives. (Exemple, les protections collectives installées dans une zone devront être maintenues jusqu'à la mise en place des protections définitives).

Disposition en cas de litige ou défaillance :

En cas de manquements à la sécurité par une entreprise, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre pourra demander à une entreprise de réaliser la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante majorés des frais de gestion.

Chaque entreprise devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Chaque entreprise a l'obligation d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En toutes circonstances, une entreprise créant un risque de par ces travaux doit de mettre en œuvre par tout procédé une ou des protections collectives, de façon à assurer la sécurité de ces employés et de toutes personnes susceptibles d'être dans la zone dangereuse concernée.

### **Nature des protections collectives**

Les entreprises décriront dans leurs PPSPS les protections collectives qui seront mises en œuvre.

Elles devront répondre aux exigences du code du travail et aux normes en vigueur.

**Les protections collectives mises en place devront être adaptées aux différentes interventions des corps d'état;** les entreprises devront transmettre leurs modes opératoires à l'entreprise chargée de la mise en place des protections collectives pour permettre l'anticipation des interventions en sécurité.

### **Etude des moyens de protection collective en phase chantier**

Les entreprises étudieront, avec leurs sous-traitants, la nature et les moyens de mise en œuvre des protections collectives pendant la période des travaux. Le positionnement des protections collectives devra permettre la mise en place des protections définitives. La mise en place et l'enlèvement des protections collectives provisoires devront se faire sans entraîner de risque majeur pour l'intervenant. Les entreprises proposeront au Coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre, les projets des moyens retenus pour validation en fonction des principes généraux de prévention. Le maître d'œuvre veillera à ce que les réservations et protections collectives au droit des rives de plancher ou sur des escaliers

soient compatibles avec les travaux de serrurerie et revêtements de sols, sans que ces corps d'état ne suppriment les protections collectives pour réaliser leurs travaux.

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail situés en élévation doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque de chute de hauteur et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Les entreprises assureront une protection contre les chutes de hauteur. Articles : R4323-58 à R4323-90 du code du travail (Décret 2004-924 du 1/09/2004)

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.

Pour les travaux en hauteur, les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (exemple : plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles auto élévatrice, etc.).

Pour les échafaudages de pied, les entreprises devront notamment choisir un modèle de matériel permettant le montage et démontage en sécurité : utilisation d'échafaudages avec garde-corps de montage et d'exploitation ou, à défaut, utilisation de garde-corps provisoires« de montage » pouvant être installés à partir des plateaux inférieurs.

L'attention des entreprises est attirée sur l'application du décret 2004 -924 du 1er septembre 2004 qui impose notamment : Le montage et le démontage de l'échafaudage par du personnel formé et encadré par une personne compétente également formée.

## **ÉCHAFAUDAGES**

Les échafaudages répondront aux NORMES NF EN 12810 – NF EN 12811.

Les échafaudages devront correspondre à la classe concernée :

- Classe 1 : contrôle et travaux avec outils légers sans stockage (75daN :m2 sur 1.5 niveau)
- Classe 2 et 3 : Travaux d'inspection, peinture, ravalement, étanchéité, plâtrage...sans stockage autre que les matériaux immédiatement utilisés (150 et 200 daN/m2 sur 1.5 niveau).
- Classes 4 et 5 : travaux de briquetage, bétonnage, plâtrage (300 et 450 daN/m2 sur 1.5 niveau).
- Classe 6 : travaux de maçonnerie lourde et gros stockage de matériaux (600 daN/m2 sur 1.5 niveau).
- Les entreprises concernées devront respecter la recommandation R408 qui concerne le montage, l'utilisation et le démontage des échafaudages de pieds.

Dans le cas des échafaudages de hauteur inférieure ou égale à 24 mètres, il y a lieu d'établir un plan et de justifier, par une note de calculs, les dispositions prises si celles-ci ne sont pas décrites par le constructeur.

Plan d'implantation et de montage : ce plan intégrera toutes les réponses faites lors de la Demande de renseignement (DR) et de la Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les échafaudages fixes devront être impérativement conformes aux directives inscrites au Code du travail et de l'Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages (lisses, sous-lisses et plinthes, arrimages et fixations, moyens d'accès, etc.) et doivent être montés par des « salariés habilités monteurs » capables d'assurer le contrôle préalable et obligatoire avant toute mise en service.

Les échafaudages fixes devront obligatoirement disposer d'accès intérieurs sécurisés constitués d'escaliers ou d'échelles de service et de trappes rabattables ; les accès par échelles libres étant proscrits.

L'utilisation d'échafaudages avec platelages réalisés au moyen de bastaings juxtaposés est strictement interdite.

Les échafaudages utilisés devront permettre d'assurer la protection collective du personnel lors des opérations de montage ou de démontage.

Si la situation l'exige, ces échafaudages devront être équipés de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux

Les échafaudages mobiles devront être parfaitement stabilisés au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimés , si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

Les entreprises concernées respecteront la recommandation R408 qui concerne le montage, l'utilisation et le démontage des échafaudages.

## **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	<b>Tout corps d'état</b>
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	<b>Lot concerné</b>
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	<b>Lot concerné</b>
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	<b>Lot concerné</b>
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	<b>Lot concerné</b>
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	<b>Lot concerné</b>



# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

### Accès de chantier

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Toutes les entrées et sorties du chantier se feront sous la conduite du chef de manœuvre ; chaque entreprise aura en charge la mise en place d'une personne qualifiée chargée de gérer les entrées et sorties des véhicules en tenant compte de la coactivité avec les piétons et touristes qui circulent aux abords du chantier.

### Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## SITE EN EXPLOITATION

Le bâtiment sera fermé au public pendant toute la période des travaux.

Une boutique provisoire sera mise en place dans la cour : son accès sera distinct de l'accès du chantier.

La zone occupée par la boutique et par le public sera séparée par des clôtures de chantier (lot Installation de Chantier)

### **Risque incendie**

Pour tout travail par point chaud (de soudage, risquant de provoquer des étincelles, etc.), un permis de feu établi par le représentant de l'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

### **Consignations :**

**Consignation électricité** : A réaliser par l'entreprise désignée par le maître d'ouvrage, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant: la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

**Consignation réseau plomberie et chauffage** : A réaliser par le maître d'ouvrage, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant: la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé.

**Consignation gaz** : A réaliser par le maître d'ouvrage, qui devra transmettre au coordonnateur S.P.S un P.V précisant: la date de la consignation, le nom de l'intervenant, le plan de la zone concernée, le type de contrôle qui a été réalisé et l'attestation 0 Gaz.

## EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Le chantier des façades est en cours jusque fin 2023. La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le CSPS sont les mêmes pour les deux opérations : l'organisation des deux chantiers prendra en compte la situation et l'avancement des opérations régulièrement.

Les installations de chantier et les accès des chantiers seront distincts dès la phase 0

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à ....., n° ....., rue ....., en face de ....., téléphone .....
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

### **Dispositions prises pour les travaux sur points chauds :**

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risques devront être signalées.

Le permis feu sera imposé pour toute intervention par point chaud.( les modalités seront transmises par M. BLANCHARD (CMN)

Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud 2 heures avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur 2 heures après l'arrêt des interventions par point chaud.

### **Stockage de produits dangereux :**

Chaque entreprise utilisant des produits dangereux, chimiques devra le signaler dans son PPSPS, définir les conditions de stockage en dehors des zones travaux et des constructions. Aucun stockage sur les postes de travail ou à proximité du cantonnement.

Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.

### **Mise en place d'extincteurs :**

L'entreprise chargée de la mise en place de la base vie mettra en place en même temps que le cantonnement des extincteurs dans chaque espace du cantonnement (vestiaires, réfectoires, salle de réunion, bureaux, ...) Chaque entreprise générant un risque d'incendie devra mettre en place au minimum un extincteur à proximité de chaque point chaud.

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

## Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

### ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

### VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé au Coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

*Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.*

*Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Le projet de règlement du CISSCT est élaboré par le coordonnateur SPS en phase conception.  
Il doit être joint aux documents du DCE adressé par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs.

Le CISSCT doit être constitué par le maître d'ouvrage 21 jours avant le début effectif des travaux.

Sur l'initiative du président du CISSCT, le collège est réuni pour adopter le règlement.  
Le CISSCT est présidé par le Coordonnateur SPS de la phase réalisation.

Le projet de règlement du CISSCT est joint en annexe du présent PGC.

## **Annexe(s)**

**Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage**

**Trame de PPSPS**

# **ANNEXE 1** **LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES** **DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot 01 Phase 0 Installations de chantier</b>	T	ALTEMPO 6A, rue de l'Industrie 68126 BENNWIHR GARE	M. Richard BARLEON	03 89 21 86 50  richard.barleon@altempo.com
<b>Lot 01 Phase 0 Installations de chantier</b>	T	ALTEMPO 6A, rue de l'Industrie 68126 BENNWIHR GARE	HADJSMAHA Lyazid	03 89 21 86 50  Lyazid.Hadjsmaha@altempo.com
<b>Lot 02 Phase 0 Désamiantage déplombage</b>	T	GENIDEM 1 Rue de la Neuviètte 51370 ST BRICE COURCELLES	M. LEMOINE benoit	03.26.07.96.33 03 26 07 98 35 blemoine@genidem.fr
<b>Lot 02 Phase 0 Désamiantage déplombage</b>	T	GENIDEM 1 Rue de la Neuviètte 51370 ST BRICE COURCELLES	M. OLIVIER Maxime	06.23.34.46.23 03 26 07 98 35 molivier@genidem.fr
<b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b>	ST	GENIDEM 1 Rue de la Neuviètte 51370 ST BRICE COURCELLES	M. LEMOINE benoit	03.26.07.96.33 03 26 07 98 35 blemoine@genidem.fr
<b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b>	T	H. CHEVALIER 26 rue Henri Régnault 92156 SURESNES CEDEX	M. LE BELLEGUIC	06.68.92.95.84  valentin.lebelleguic@chevalier.com
<b>Lot 03 Phase 0 Curage - démolitions - reprises structurelles</b>	T	H. CHEVALIER 26 rue Henri Régnault 92156 SURESNES CEDEX	M. TRABELSI Frédéric	07 64 62 57 96  frederic.trabelsi@hchevalier.com
<b>Lot coll. 8 Suivi sculptures et moulages</b>	T	Groupeement AGNES LE BOUDEC 19 bis rue du Dessous des Berges 75013 PARIS	MME Agnès Le Boudec	06.79.01.04.21  halebop@orange.fr
<b>Lot 07 Phase 1 Électricité</b>	T			

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	Téléphone Fax mail
<b>Lot 08 Phase 1 Plomberie CVC</b>	T			
<b>Lot 09 Phase 1 Mobiliier de réserves</b>	T			
<b>Lot 01 phase 2 Curage, Démolition, Gros- œuvre, Maçonnerie, VRD</b>	T			
<b>Lot 02 Phase 2 Revêtement de sol en pierre, pierre de taille, enduit à la chaux</b>	T			
<b>Lot 03 Phase 2 Serrurerie, Métallerie</b>	T			
<b>Lot 04 phase 2 Menuiseries Intérieures, Parquets</b>	T			
<b>Lot 05 Phase 2 Plâtrerie, Cloisons, doublages, faux- plafonds</b>	T			
<b>Lot 06 phase 2 Agencement, mobiliier</b>	T			
<b>Lot 07 Phase 2 Peinture</b>	T			
<b>Lot 08 Phase 2 Électricité</b>	T			
<b>Lot 09 Phase 2 Plomberie CVC</b>	T			
<b>Lot 10 Phase 2 Carrelage, faïence</b>	T			

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot 12 Phase 2 Ascenseurs, monte-charge</b>	T			
<b>Lot SC01 - Agencement scénographique</b>	T			
<b>Lot SC02 - Éclairage Scénographique</b>	T			
<b>Lot SC03 - Matériel audiovisuel</b>	T			
<b>Lot SC04 - Graphisme scénographique</b>	T			
<b>Lot SC05 - Soclage mannequin</b>	T			
<b>Lot SC06 - Maquette</b>	T			
<b>Lot SC07 - Production audiovisuelle</b>	T			
<b>Lot boutique et billetterie provisoires (phase 1)</b>	T	ALTEMPO 6A, rue de l'Industrie 68126 BENNWIHR GARE	M. Richard BARLEON	03 89 21 86 50  richard.barleon@altempo.com

**ANNEXE 2**  
**Trame PPSPS**

**PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**  
**PPSPS**

**LOT N°**  
**TRAVAUX DE :**

**I - RENSEIGNEMENTS**

**1 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

1.1 : Désignation de l'opération

1.2 : Adresse du chantier

1.3 Coordonnées des intervenants suivants

Maître d'Ouvrage :

Maître d'Oeuvre :

OPC :

Coordonnateur Sécurité Santé :

**2 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTREPRISE**

2.1 Raison sociale :

Nom

Adresse :

Tél. mail

2.2 Nature du marché :

Type :                   Privé  
                              Public

Mode :                   Entreprise générale  
                              Lots séparés  
                              Sous-traitants

2.3 Description sommaire des travaux

2.4 Liste des travaux sous-traités, nom et coordonnées des sous-traitants :

2.5 Durée approximative des travaux :

2.6 Evolution prévisible de l'effectif :

2.7 Nom, Tel et Mail du responsable du chantier

2.8 Agent de sécurité interne à l'entreprise s'il existe :

2.9 Nom des représentants de l'entreprise au CISSCT :

2.10 Nom du Médecin du Travail :

### 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ORGANISMES DE PREVENTION

3.1 Inspection du travail :

3.2 CRAM :

3.3 OPPBTP :

## II - TRAVAUX - RISQUES - PROTECTIONS

### I - TRAVAUX ET MODES OPERATOIRES

#### 11/1 Travaux courants

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

#### Modes opératoires

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

#### 11/2 Dont travaux à risques particuliers

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

#### 1.2 Matériel et engins principaux

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

#### Entretien maintenance (Dates des derniers contrôles et justificatifs)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

## **2 - RISQUES GENERES PAR LES AUTRES ENTREPRISES**

**TRAVAUX :**

**RISQUES :**

**PRECAUTIONS-MOYENS :**

## **3 - RISQUES GENERES PAR LE CHANTIER ET SON ENVIRONNEMENT**

**TRAVAUX :**

**RISQUES :**

**PRECAUTIONS-MOYENS :**

## **4 - RISQUES LIES A L'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE SUR LES AUTRES ENTREPRISES**

**TRAVAUX :**

**RISQUES :**

**PRECAUTIONS-MOYENS**

## **5 - RISQUES LIES A L'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE SUR SON PERSONNEL**

**TRAVAUX :**

**RISQUES :**

**PRECAUTIONS-MOYENS :**





### III - HYGIENE

#### 1 - INSTALLATION DU CHANTIER

Vestiaires

.....

réfectoire :

.....

sanitaire :

.....

#### 2 - STOCKAGE – CIRCULATION

Zone éventuelle de stockage :

.....

passages protégés à l'intérieur du chantier :

.....

passages protégés à l'extérieur du chantier :

.....

etc. :

.....

### IV - CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS

1 - Nombre et noms des secouristes de chantier : (1 pour 20 minimum)

.....  
.....  
.....

2 - Matériel médical existant sur le chantier :

.....  
.....  
.....

3 - Possibilité d'évacuation rapide d'une personne gravement blessée vers un établissement hospitalier :

.....  
.....  
.....

### V - DIFFUSION

- Maître d'ouvrage
- Coordonnateur Hygiène et Sécurité
- Pour l'entreprise de Gros Oeuvre, du lot principal, diffusion aux organismes officiels de Prévention

**NOTA : Toute mise à jour sera à transmettre au coordonnateur.**

